La chute durable des cours des matières premières agricoles risque d'engendrer une explosion des dépenses du gouvernement américain

16 mars 2016

En 2014, la politique agricole américaine supprimait les aides directes, introduisait des filets de sécurité renforcés (*Agriculture Risk Coverage* – ARC et *Price Loss Coverage* – PLC), développait les systèmes d'assurance et introduisait une garantie sur la marge pour les producteurs laitiers. Ce nouveau *Farm Bill*, longuement négocié, devait favoriser une diminution des dépenses publiques : avec des prévisions optimistes sur les prix des matières premières et la fin des aides directes, il devait en effet être moins coûteux que le précédent. Aujourd'hui, on s'attend au contraire à un accroissement des dépenses ([voir également à ce sujet un précédent billet sur ce blog](#)).

D'après une récente analyse du Bureau du Budget du Congrès américain (*Congressional Budget Office*), les dépenses liées aux filets de sécurité pour les producteurs de grandes cultures seront bien plus importantes que ce qui avait été prévu il y a deux ans. Étant liées aux prix mondiaux des grains et du lait, durablement bas depuis 2015, le Bureau du Budget annonce des dépenses en hausse de plusieurs milliards par an. Elles risquent de dépasser le plafond fixé par les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce pour ce genre d'aides publiques, et de rendre les négociations du prochain programme (2018-2022) plus longues encore que pour la version 2014. Le gouvernement, dans son projet [de budget pour 2017](#), propose d'ailleurs des réductions, de plusieurs milliards de dollars par an, des subventions aux assurances agricoles, pour compenser cette explosion.

Les réactions sont nombreuses aux États-Unis, notamment parmi les élus qui avaient demandé initialement à ce que les dépenses publiques liées à l'agriculture soient réduites, ou parmi les agriculteurs, inquiets de voir l'un de leurs outils de gestion du risque de prix en péril (voir par exemple les éléments publiés par l'[American Enterprise Institute](#) et par [AgWeb](#)).

Alexis Grandjean, Centre d'études et de prospective

Sources : [Gouvernement américain](#), [Congressional Budget Office](#)